



Eichmann, un accusé hors normes

Un dossier d'histoire du temps présent présenté par

Henry Rousso et Fabien Théofilakis

JUIN 2011

EICHMANN, UN ACCUSÉ HORS NORMES

Présenté par Henry Rousso et Fabien Théofilakis

La rubrique « Les dossiers d'histoire du temps présent » du site Internet de l'IHTP regroupe des documents présentant les travaux en cours de réalisation menés par des chercheurs de l'institut. Ces dossiers sont archivés sur le site *HAL* et *Internet Archive* (respectivement : <http://hal.archives-ouvertes.fr/> et <http://www.archive.org>).

Le site Internet de l'IHTP <http://www.ihtp.cnrs.fr>

Directeur de publication : Christian Ingrao

Responsables d'édition numérique de la rubrique : Nicolas Schmidt (Ingénieur de recherche) et Vincent Auzas (doctorant associé à l'IHTP)

Contact pole-media@ihtp.cnrs.fr

Le dossier *Eichmann, un accusé hors normes* a été mis en ligne le **06 juin 2011** dans la rubrique « Dossiers du temps présent » du site de l'Institut d'histoire du temps présent.

Eichmann, un accusé hors normes

Dossier présenté par

Henry Rousso

directeur de recherches au CNRS

et

Fabien Théofilakis

docteur en histoire, enseignant à l'Université Paris Ouest Nanterre

À l'occasion de la sortie du catalogue de l'exposition consacrée au procès Eichmann, qui se tient jusqu'au 28 septembre 2011 au Mémorial de la Shoah, et en partenariat avec celui-ci, l'IHTP met en ligne un dossier spécial consacré à *l'accusé* Adolf Eichmann. Depuis un demi-siècle, le procès qui s'est ouvert à Jérusalem le 11 avril 1961 a produit quantité de débats et d'analyses historiques, philosophiques, psychologiques. Si l'on excepte les ouvrages essentiels de Tom Segev, de David Cesarani, d'Hannah Yablonka cités dans les articles qui suivent, la littérature sur le sujet oscille entre, d'un côté, la quête obsessionnelle de la nature du Mal qui se cache en Eichmann, dans le sillage plus ou moins fidèle des analyses produites à chaud par Hannah Arendt, et, de l'autre, l'insistance répétitive sur le rôle des victimes de la Shoah qui témoignent lors des audiences, un point certes essentiel, mais aujourd'hui largement couvert par l'historiographie. Ces tropismes, inscrits dans le dilemme assez habituel de l'historiographie de la Shoah entre intérêt pour le bourreau et attention portée à la victime, ont fini par masquer à quel point la dimension procédurale et judiciaire de l'affaire Eichmann était centrale pour en comprendre les ressorts.

Les recherches menées pour préparer l'exposition parisienne, aussi bien qu'un ouvrage majeur que vient de faire paraître en Allemagne la philosophe Bettina Stangneth sur Eichmann avant Jérusalem (et dont nous rendons compte ici) ouvrent de nouvelles perspectives. On comprend mieux désormais ce que fut l'accusé Eichmann, c'est-à-dire la posture, les motivations, les comportements d'un homme qui s'était préparé de longue date à un éventuel procès dans son refuge argentin. Entre 1956 et 1962, avant son exécution, Eichmann a ainsi écrit près de dix mille pages de rapports, d'entretiens volontaires retranscrits et annotés, même un roman autobiographique, puis, en prison, d'interrogatoires revus et corrigés de sa main, de notes prises aux audiences, de plusieurs versions de Mémoires. Ce sont ces très nombreux écrits et prises de parole qui font de lui, contrairement à la vulgate, un accusé hors normes dont la participation active à son propre procès a profondément influencé le cours de celui-ci – un élément rarement souligné dans l'historiographie – et qui explique pour une part sa réussite. Si le procès Eichmann est le procès des victimes qui témoignent, il est tout autant le procès d'un criminel pris dans un dilemme qui sera involontairement productif pour la postérité : masquer son rôle exact dans le génocide pour atténuer ses propres responsabilités tout en essayant de montrer qu'il a accompli une « œuvre » dont il veut laisser trace.

Ce dossier comprend la reproduction de l'introduction au catalogue, écrite par Henry Rouso, le commissaire de l'exposition, ainsi que deux textes inédits de Fabien Théofilakis, qui a mené les recherches en Allemagne : l'un consacré aux notes d'audience d'Eichmann parmi les écrits en Israël – des documents inédits – l'autre au livre de Bettina Stangneth.

Ce dossier a été édité et mis en ligne par Vincent Auzas (doctorant associé à l'IHTP) et Nicolas Schmidt (ingénieur de recherche à l'IHTP). Les auteurs remercient le Mémorial de la Shoah pour son aide, notamment Jacques Fredj, son directeur, ainsi que Sophie Nagiscarde, Marie-Edith Agostini et Olga Karaskova.



JUGER EICHMANN

JÉRUSALEM, 1961



Sommaire

Henry Rousso, « Réflexions sur un procès historique », introduction à H. Rousso (dir), *Juger Eichmann, Jérusalem, 1961*, Paris, Mémorial de la Shoah, 2011.

Fabien Théofilakis, « Les écrits d'Eichmann en Argentine (1956-1960). Témoignages pour une histoire nationale-socialiste », compte rendu de l'ouvrage de Bettina Stangneth, *Eichmann vor Jerusalem*, 2011.

Fabien Théofilakis, « Les écrits d'Eichmann en Israël (1960-1962). Traces pour une autre histoire du procès ».

Sites Internet.



In Henry Rousso (dir), *Juger Eichmann, Jérusalem, 1961*, Paris, Mémorial de la Shoah, juin 2011.

Réflexions sur un procès historique

Henry Rousso



« Jamais les Israéliens ne vécurent les horreurs du Génocide comme au cours de ces derniers mois, ni pendant la guerre ni durant le procès de Nuremberg. Le procès Eichmann marqua un tournant dramatique dans la relation des Israéliens au Génocide. En rompant un profond silence, les terrifiantes évocations initièrent un processus d'identification avec la souffrance des victimes et des survivants ».

Tom Segev, *Le Septième Million. Les Israéliens et le Génocide*, traduit de l'hébreu par E. Errera, Liana Lévi, 1993, p. 423

« Le procès fut un des éléments cruciaux dans la formation de mon identité. Il me procura une force et une confiance en moi typiquement israéliennes, fondées sur cette image du grand nazi enfermé dans sa cage de verre, pendant que moi, citoyen libre, je traversais tous les jours la cour de son tribunal en allant à l'école et en rentrant. Aujourd'hui je peux bien l'avouer : plus d'une fois, j'ai craché en cachette vers le tribunal où nichait cette cellule de verre blindée, juste pour prouver que ce grand nazi ne me faisait pas peur [...]. Aujourd'hui je ne crache plus, même pas en cachette, mais la cage continue de me hanter. J'ai l'impression qu'elle a pris une place si importante qu'elle nous enferme à notre tour et nous coupe du monde, de l'universalisme et de l'humanisme. »

Avraham Burg, *Vaincre Hitler. Pour un judaïsme plus humaniste et universaliste*, traduit de l'hébreu par O. Rosen & R. Sabah, Fayard, 2008, p. 192

« Retrouver les membres des Sonderkommandos n'était pas en soi tellement difficile. Ils étaient peu nombreux et connus, quelques-uns avaient témoigné au procès Eichmann. Le problème n'était pas de savoir comment les joindre, mais de les convaincre de parler, surtout de parler devant une caméra et une équipe de cinéma. Si d'aventure ils acceptaient, ils ne pouvaient le faire qu'en payant le prix le plus haut, c'est-à-dire en revivant tout. Et il s'agissait d'une tâche quasi-impossible. Le procès Eichmann ne pouvait m'être d'aucune aide. Je me convainquis, à la lecture de ses actes, que c'était un procès d'ignorants : les historiens avaient encore trop peu travaillé, le président et les juges étaient mal informés, le procureur Hausner pensait que les envolées morales et pompeuses suppléeraient son défaut de savoir – il confondait Chelm et Chelmno, entre cent autres erreurs -, les témoins en larmes faisaient une sorte de tour de piste qui ne permettait aucune recreation de ce qu'ils avaient vécu et la directivité scandaleuse du procès faisait porter injustement une grande part de la responsabilité et de la culpabilité aux Conseils Juifs. Ce fut l'origine d'une violente polémique entre Gershom Scholem et Hannah Arendt, qui avait suivi le procès et, dans son livre *Eichmann à Jérusalem*, montrait une partialité, une absence de compassion, une arrogance, une incompréhension de la situation dont il lui fit à bon droit le reproche. »

Claude Lanzmann, *Le Lièvre de Patagonie*, Gallimard, 2009, p. 443-444.



Trois citations, trois sensibilités différentes, trois jugements catégoriques et antagonistes proférés longtemps après l'événement par trois personnalités du judaïsme contemporain. Elles illustrent le caractère durablement controversé d'un épisode qui aurait dû recueillir une sorte de consensus moral sinon politique : le jugement, quinze ans après la fin de la guerre, en deçà donc d'un laps de temps où une éventuelle prescription aurait pu s'appliquer, de l'un des principaux responsables de l'extermination des Juifs d'Europe, un crime sans précédent dans l'histoire dont la singularité ne fut guère prise en compte dans les procès de l'immédiat après-guerre. Le premier jugement est celui d'un historien, Tom Segev, dont les travaux sur la mémoire de la Shoah en Israël ont fait date. Le deuxième est celui d'un homme politique israélien, ancien président de l'Agence juive, Avraham Burg, chargé dans les années 1990 du dossier des biens juifs spoliés, et ancien président de la Knesset. Tous deux ont déclenché de vives controverses en s'interrogeant sur le rôle, parfois excessif, joué dans les années récentes par la mémoire de la Shoah dans la politique intérieure et extérieure d'Israël. Tous deux rappellent que cette question a véritablement été soulevée non pas lors de la création de l'État, en 1948, mais treize ans plus tard, en 1961, avec la tenue du procès Eichmann. Le propos n'est pas anodin car il souligne que les séquelles du génocide n'ont pas constitué l'élément déterminant dans l'accession à l'indépendance des communautés juives de Palestine. Si l'immense blessure dans les corps et dans les esprits ne s'est pas refermée en 1945, la Shoah ne s'est constituée en lieu de mémoire national qu'à compter de 1961, dans un tout autre contexte.

Le troisième jugement pose une autre série de questions. De quand date le « retour de mémoire » ou la prise de conscience, et dans quelle mesure le procès de Jérusalem a-t-il réellement transformé, non seulement en Israël, mais ailleurs dans le monde, la perception rétrospective d'un événement qui a pris sa véritable dimension dans l'après-coup ? Dans quelle mesure un procès peut-il modifier la représentation du passé, une mémoire collective, une identité nationale ? Est-ce le meilleur lieu pour témoigner ? Claude Lanzmann reprend en outre certaines des critiques formulées à l'encontre d'Hannah Arendt alors qu'il partage avec elle, à un demi-siècle de distance, une même défiance à l'égard d'une justice érigée en vecteur de mémoire. Aujourd'hui encore, il est d'ailleurs presque impossible de parler du procès Eichmann sans évoquer les analyses de la philosophe, y compris pour les réfuter, tant la lecture que celle-ci en a faite, notamment à travers la notion – souvent mal comprise – de « banalité du mal » a constitué un véritable filtre, un passage obligé pour accéder à la vérité de l'événement. De nombreux juristes ou intellectuels, et non des moindres, ne connaissent du procès que ce qu'elle en a dit et on ne compte plus les commentaires sur un point de vue qui s'avère avec le recul aigu mais partiel.



Le 50^e anniversaire de ce procès, ouvert le 11 avril 1961, offre l'occasion de revenir sur cet épisode avec un regard différent. Non pas que le temps écoulé permette nécessairement une plus grande distance, bien au contraire comme en témoigne le propos d'Avraham Burg : les polémiques sur l'évocation de la Shoah dans le conflit israélo-palestinien sont bien plus vives aujourd'hui qu'il y a cinquante ans. Mais parce que le procès Eichmann a soulevé à l'époque des interrogations d'un genre nouveau sur les rapports entre la justice et la mémoire, la politique et l'histoire, questions qui ont pris une acuité considérable depuis un quart de siècle. Issues de la nécessité de juger les crimes nazis, qui a pris corps durant la Seconde guerre mondiale et a débouché en 1945 sur le premier tribunal international, les conceptions contemporaines d'une justice aux visées politiques multiformes se sont déployées à l'échelle de la planète depuis la chute du Mur de Berlin et du système soviétique, la levée de l'apartheid en Afrique du Sud, la fin des dictatures militaires en Amérique latine. Ces conceptions attribuent à l'action pénale nationale ou internationale un rôle à la fois *répressif* – punir les criminels ; *réparateur* – contribuer à la reconnaissance des victimes ; *transitionnel* – accompagner le passage de la guerre à la paix, de la dictature à la démocratie, notamment par des processus d'épuration ; *réconciliateur* – reconstruire une unité nationale ou régionale éclatée ; *mémorielle et historique* – produire un récit de l'événement passé à valeur édifiante pour le présent et l'avenir, grâce notamment aux documents collectés et aux témoignages recueillis. À bien des égards, le procès Eichmann peut être considéré comme un épisode précurseur, voire une étape essentielle de cette évolution.

Il est en tout cas un événement fondateur, dont l'impact a parfois été oublié avec l'émergence, dans les années 1970-1980, dix à vingt ans plus tard, d'une prise de conscience à l'échelle européenne puis internationale de l'ampleur des crimes nazis, et tout particulièrement de la « Solution finale ». C'est en effet bien après le procès de Jérusalem que la mémoire de la Shoah, et même la mémoire tout court, sont devenues des valeurs cardinales de notre époque. C'est bien après que les sociétés occidentales ont admis le caractère sans précédent du génocide perpétré par les nazis, qu'elles ont affronté tout à la fois un nouvel impératif du souvenir, une demande de reconnaissance des victimes et de leurs descendants, une obligation de réparation morale, politique, financière, judiciaire, près d'un demi-siècle après les faits – situation elle aussi sans précédent. C'est bien après que cette mémoire a servi plus ou moins de modèle pour la reconnaissance d'autres génocides et crimes de masse, et la traduction de certains de leurs responsables devant des tribunaux. Et ce n'est que récemment que le droit à la mémoire s'est imposé comme une sorte de nouveau « droit de l'homme ».



La politique

L'affaire Eichmann est d'abord une affaire politique car la décision de le capturer releva d'abord du premier ministre Ben Gourion. Lorsqu'il monte à la tribune de la Knesset, le 23 mai 1960, pour annoncer la nouvelle, il suscite la stupeur. La surprise ne vient pas tant de la capture elle-même : que d'anciens nazis soient arrêtés pour être jugés n'est pas rare à l'époque. Outre les procédures menées par les Alliés en Allemagne ou dans d'autres pays européens contre les criminels nazis, essentiellement dans les années 1945-1949, l'Allemagne fédérale a ouvert de 1949 au début des années 2000, environ 100 000 procédures dont 6500 ont débouché sur des condamnations définitives, presque exclusivement à des peines de prison. Une partie de ces procédures, environ 17 700, a été lancée par le parquet à la suite des dossiers instruits par un organisme spécial, l'Agence centrale des administrations judiciaires régionales de Ludwigsburg chargée de faire la lumière sur les crimes nazis (*Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen zur Aufklärung nationalsozialistischer Verbrechen*). Créée en décembre 1958, trois ans avant le procès Eichmann, à la suite de pressions internationales, cette agence a surtout fonctionné après le procès de Jérusalem qui a joué un rôle de catalyseur¹.

La surprise ne vient pas non plus du fait qu'il s'agit d'Adolf Eichmann dont le rôle exact dans la « Solution finale » est très peu connu. Elle vient surtout de ce que l'annonce de Ben



Adolf Eichmann les yeux bandés avant son départ pour Israël. Image réalisée par Zvi Aharoni, agent du Mossad qui a retrouvé Eichmann en Argentine et participé à son enlèvement vers Israël. Coll. Zvi Aharoni, Jérusalem, Israël.

Gourion signale un changement de politique en Israël. La capture d'Eichmann en Argentine, le 11 mai 1960, par un commando du Mossad, ne marque pas l'aboutissement d'une traque acharnée. Ni avant, ni après 1948, les Israéliens n'ont fait de la chasse aux anciens nazis une réelle priorité. Eichmann a beau avoir été repéré en Argentine dès son arrivée, en 1950, il n'a pas constitué une cible. Les autorités étaient alors

plus préoccupées par les ennemis du présent, les pays arabes, que par ceux d'hier. Mais un tournant s'est opéré en 1959, peut-être après les incertitudes de la crise de Suez, trois ans plus tôt, qui a tourné politiquement à l'avantage de ses adversaires, notamment de Nasser, le leader égyptien. C'est alors que Ben Gourion décide de lancer une opération pour capturer

¹ Michael Greve, *Der justitielle und rechtspolitische Umgang mit den NS-Gewaltverbrechen in den sechziger Jahren*, Frankfurt-am-Main, Peter Lang, 2001. Christian-Frederic Rüter et Dick W. De Mildt, (dir.), *Die westdeutschen Strafverfahren wegen nationalsozialistischer Tötungsverbrechen 1945-1997*. Amsterdam & Maarssen, Holland University Press / Munich: K.G. Saur Verlag, 1998.

Ricardo Klement, alias Adolf Eichmann. C'est la première fois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale que l'État juif passe ainsi à l'acte et décide de réprimer dans un cadre judiciaire certains de ceux qui ont voulu éradiquer le peuple juif. Le procès qui se prépare sera donc la première confrontation directe, à la fois physique et symbolique, entre l'un des responsables de l'extermination et le nouvel État juif – un face-à-face lourd de signification et non sans risques. C'est un procès politique parce que voulu, organisé, orchestré dans ses moindres détails par le gouvernement israélien afin de consolider l'identité nationale et afficher à la face du monde que le jeune État était seul habilité à défendre les intérêts et le souvenir des Juifs morts ou vivants du monde entier.

La justice

Eichmann est le seul nazi condamné à mort et exécuté en Israël, et il est le second à avoir subi ce châtiment après un officier israélien, Meir Tobiansky, accusé de trahison et fusillé en juin 1948 mais réhabilité par la suite². Un autre cas a défrayé la chronique, celui de John Demjanjuk, un ancien garde du camp de Sobibor, extradé des États-Unis où il s'était enfui, condamné à mort à Jérusalem en 1988, mais acquitté en 1993 en appel faute de preuves sur son identité réelle – il sera finalement déféré devant un tribunal allemand, à Munich, en 2009, et condamné à cinq ans de prison en mai 2011. Le fait mérite d'être noté. Il y a, en effet, déjà un fossé entre, d'un côté, l'ampleur des crimes nazis et le nombre de coupables qui auraient pu et dû rendre des comptes, et de l'autre, le nombre de jugements prononcés à leur encontre en Europe après la guerre. À l'échelle d'Israël, ce n'est pas un fossé mais un abîme puisqu'un seul et unique responsable dut payer pour les presque six millions de victimes, l'État juif n'ayant pas lancé, après Eichmann, d'autres procédures importantes.

Pour des raisons aussi bien morales que politiques, le choix fut fait de la justice et non de la vengeance, même si quelques velléités virent le jour en ce sens en 1945 au sein de groupes résistants juifs. L'option de la vengeance, c'est-à-dire une violence sommaire, réactive et sans appel que l'État hébreu pratiquera en d'autres circonstances – par exemple contre les membres du commando responsable du massacre des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich, en 1972 –, fut écartée. Quel acte de vengeance aurait-il pu faire symétrie ? Toutefois, domine en 1960 lors de la capture, un sentiment de revanche dans l'opinion israélienne. Dès lors, l'enjeu majeur des autorités politiques et judiciaires est non seulement la protection d'Eichmann – enfermé durant des mois dans la fameuse cage de verre à l'abri des balles –, mais plus encore la tenue d'un procès aussi équitable que possible, compte tenu du caractère exceptionnel de l'événement.

² Aucun des ouvrages sur le procès Eichmann ne précise ce précédent, qui relève, il est vrai, d'un autre contexte.



De fait, d'un côté, Eichmann a été traduit devant une juridiction civile ordinaire : le tribunal du district de Jérusalem, et toutes les garanties de libre expression durant un temps suffisamment long : quatre mois d'audiences entre le 11 avril et le 14 août 1961, sans compter les audiences de jugement, en décembre 1961, puis l'appel, en mars 1962, lui ont été accordées. D'un autre côté, la faisabilité même d'un tel procès et le contexte particulier d'un jugement à caractère « extraterritorial » ont rendu nécessaire un nombre important de lois et dispositions complémentaires, comme l'autorisation pour des avocats étrangers de plaider en Israël – la *lex Servatius*, du nom de l'avocat d'Eichmann –, la possibilité pour l'État de payer lui-même les avocats de la défense, l'immunité accordée à certains témoins allemands de la défense, anciens nazis eux-mêmes et donc susceptibles d'être à leur tour poursuivis en Israël – de fait, aucun ne vint et leurs témoignages furent recueillis sous la forme de dépositions écrites –, ou encore la possibilité donnée à la défense de déposer ses conclusions par écrit et limiter sa plaidoirie orale à l'essentiel. La plupart des historiens du procès (voir la bibliographie en fin de volume) ont également relevé un nombre élevé d'entorses à la légalité formelle, à commencer par la capture elle-même qui déboucha sur une résolution en demi-teinte du conseil de sécurité des Nations Unies, votée le 23 juin 1960 et qui, tout en condamnant sur le principe l'atteinte à la souveraineté de l'Argentine, reconnaissait la nécessité de juger un criminel comme Eichmann. Ces entorses concernent également l'exercice des droits de la défense : l'accusé n'a pu bénéficier d'un avocat durant son interrogatoire, l'accusation a utilisé le témoignage de certains accusés de Nuremberg, comme Dieter Wisliceny, entre-temps décédés, ou même fait témoigner à charge un juge du procès – Michael Musmanno. Toutefois, ces arrangements technico-juridiques, s'ils ont donné un certain avantage à l'accusation, ne peuvent à eux seuls jeter la suspicion sur la bonne tenue du procès, d'autant que les trois juges de la cour, à commencer par le président Landau, jouèrent un rôle essentiel d'arbitrage, un fait relevé par de nombreux observateurs.

En réalité, la controverse juridique a éclaté bien en amont dès que fut décidé de juger Eichmann en vertu de la loi de 1950 réprimant les agissements des nazis et de leurs collaborateurs. Cette loi n'avait jusque-là été appliquée que dans une trentaine de cas, à des juifs rescapés accusés de « collaboration » avec les nazis : membres de la police juive ou des conseils juifs des ghettos, kapos dans les camps, etc.³ Eichmann est le premier nazi à être inculpé en vertu de cette loi. Celle-ci a fait couler beaucoup d'encre car elle battait en brèche certains principes de droit supposés intangibles. C'est une loi spécifique, qui ne s'applique qu'à des faits advenus durant la période nazie et celle de la Seconde Guerre mondiale – périodes dont la chronologie est expressément définie dans la loi (article 16) : 30 janvier 1933 - 8 mai 1945. Elle est donc par définition rétroactive et s'applique, par

³ Tom Segev, *op. cit.*, p. 313. Hanna Yablonka parle, elle, d'une quarantaine de cas. Voir son livre *The State of Israel vs. Adolf Eichmann*, New York, Schocken Books, 2004, et l'entretien accordée à *L'Histoire* : « Le Nuremberg du peuple juif », in Dossier « Procès Eichmann », n° 362, mars 2011.



définition également, à des faits commis hors du territoire israélien. Elle autorise la poursuite de faits déjà jugés auparavant et permet, à la condition que les motivations soient écrites, de déroger aux règles en matière de preuve. Ce sont là autant d'innovations face à la nouveauté du crime et à la difficulté d'insérer celui-ci dans des cadres juridiques existants. Si la loi de 1950 reprend des qualifications criminelles anciennes (le crime de guerre) ou récentes (le crime contre l'humanité), toutes deux appliquées pour la première fois à Nuremberg, elle en crée une nouvelle (le crime contre le peuple juif), objet de toutes les disputes. Cette qualification reflète la nature génocidaire des crimes commis contre les Juifs et, elle reprend, pour l'essentiel, les termes de la convention sur le génocide de 1948, discutée au même moment mais inapplicable aux faits commis durant la guerre car non rétroactive. Des trois qualifications, c'est la seule qui ne possède pas de caractère universel puisqu'elle vise, toujours par définition, un crime singulier : les nazis ont commis des crimes de guerre et contre l'humanité contre bien d'autres catégories que les Juifs, et les Alliés ont eux aussi commis des crimes qui pouvaient être passibles des mêmes qualifications, mais seuls les Juifs ont été victimes d'une entreprise d'extermination systématique à l'échelle de toute l'Europe, un « génocide » tel que défini précisément en 1943 par Raphael Lemkin pour désigner la nature particulière de ce meurtre de masse sans précédent.

Par cette qualification singulière, c'est la légitimité d'Israël à parler au nom de tous les Juifs, morts et vivants, qui est ici en jeu, d'où, encore une fois, la dimension irréductiblement politique du procès Eichmann où cette loi fut appliquée pour la première fois à un haut responsable nazi et non plus à un collaborateur « autochtone ». En outre, à la différence des procès ultérieurs menés notamment en France ou en Allemagne, comme les procès Barbie et Papon, il n'y a pas de parties civiles. C'est l'État qui poursuit Eichmann, c'est en son nom que celui-ci sera acquitté ou condamné, c'est lui qui parle pour les victimes. Dans le discours prononcé le 27 mars 1950 devant la Knesset, Pinhas Rosen, le ministre de la Justice – toujours en poste en 1961 – avait justifié la nécessité d'un tel texte deux ans après la création de l'État :

« Cette proposition de loi est l'expression de la transformation révolutionnaire qui s'est produite dans la situation politique du peuple juif. Alors que d'autres peuples promulguèrent des lois pour le jugement des Nazis et de leurs collaborateurs peu après la fin de la guerre et parfois même avant la fin de la guerre, le peuple juif, dont la liste des griefs envers les Nazis est la plus longue et la plus grave de toutes, ne disposait pas, jusqu'à la fondation de l'État, du pouvoir politique qui lui permît de traduire en justice les criminels nazis et leurs collaborateurs. Il n'avait pas le pouvoir politique de demander que ces criminels lui soient livrés pour être jugés par ses propres tribunaux, comme le prévoit le présent projet de loi. À cet égard, il y aura désormais un changement. Comme on le sait, les principaux criminels nazis et leurs collaborateurs, dont les crimes ne se rapportaient pas à un pays déterminé ont été jugés par le Tribunal Militaire International de Nuremberg : on estimait alors que les autres criminels seraient jugés dans les pays où ils commirent leurs crimes et par des



tribunaux des peuples contre lesquels ces crimes furent perpétrés. Nous sommes l'un de ces peuples, en fait le peuple qui a souffert plus que tout autre de ces crimes »⁴.

Le ministre de la Justice énonce ce qui semble pour lui une évidence : par une telle loi, Israël se dote des moyens juridiques de punir les nazis et les collaborateurs tout comme la Pologne, la Norvège, la Belgique, la Bulgarie, la Hongrie (pays cités dans son discours) ont puni les criminels ayant occupé leur territoire et leurs complices. Nous sommes là dans la filiation directe du partage décidé par les Alliés à la Conférence de Moscou du 30 octobre 1943, puis de l'accord de Londres du 8 août 1945 créant le TMI, qui préconisaient une division du travail entre la répression des crimes localisés dans un pays donné et jugés en vertu des lois de ce pays, et celle des crimes plus généraux et sans territoire précis, qui seraient jugés devant le TMI, une cour internationale. Pinhas Rosen rappelle en outre que dans la plupart des pays européens, les épurations furent menées par des juridictions spéciales (comme les cours de justice et les chambres civiques en France) alors que la loi israélienne prévoit en la matière des juridictions ordinaires, ce qui confère en principe aux accusés de meilleures garanties : ce sera le cas pour Eichmann. En ce sens, votée alors même que l'épuration se poursuit dans de nombreux pays européens – en France, le processus sera clos avec la dernière loi d'amnistie de 1953 –, la loi de 1950 permet de « banaliser » l'État d'Israël et de faire du peuple juif un peuple comme un autre, mis à part le fait qu'il est celui qui a « le plus souffert » de ces crimes – une assertion que Polonais ou Soviétiques pouvaient contester. Le « crime contre le peuple juif », utilisé contre les juifs « collaborateurs » peut être rapproché du concept de « crime contre la nation », largement utilisé dans les processus d'épuration au même moment, à commencer par la France qui a inventé, en 1944, un crime d'« indignité nationale » pour stigmatiser sur une large échelle les faits de collaboration avec l'ennemi⁵. On peut ajouter que le discours de Pinhas Rosen, qui exprime l'essence même du sionisme entendu comme réalisation d'un projet national, anticipe la suite des événements quant à la répression contre les nazis puisqu'il exprime implicitement l'idée que les crimes commis contre les Juifs dans le cadre de la « Solution finale » ont peu de chances d'être effectivement jugés s'ils ne sont pas examinés dans le seul pays qui a véritablement intérêt à le faire, à savoir Israël, le représentant nouveau et exclusif du peuple juif. L'histoire lui a d'ailleurs donné en partie raison puisque jusqu'en 1961 très peu de criminels nazis ont été jugés en Europe pour les crimes commis dans le cadre du génocide. On peut ajouter toutefois qu'Israël lui-même n'a pas cherché plus tôt à traduire certains des grands criminels, comme Eichmann, devant un tribunal et qu'il a fallu plus d'une décennie pour voir cette loi prendre tout son sens.

Une fois la procédure lancée, les controverses ont continué sur la nature de l'acte d'accusation, établi par le procureur Gideon Hausner qui voulait rendre compte de toute la

⁴ Archives du CDJC, DXXVII-2, « Procès Eichmann, police israélienne, divers ».

⁵ Sur le cas français, voir Anne Simonin, *Le déshonneur dans la République. Une histoire de l'indignité, 1791-1958*, Paris, Grasset, 2008.



souffrance des Juifs européens et juger le génocide dans toutes ses dimensions. La tâche était d'autant plus compliquée qu'elle a été contrecarrée à la fois par la cour, soucieuse de maintenir le procès dans des limites acceptables, la défense, préoccupée à ramener les débats sur les actes propres de l'accusé, par Eichmann lui-même, qui n'était pas à la hauteur du rôle qu'on voulait lui faire jouer, même s'il a participé de manière active à son propre procès. Les polémiques se sont poursuivies à propos de la décision de condamner à mort et d'exécuter l'ancien nazi : si la justice n'est pas la vengeance, elle n'en traduit pas moins dans certaines situations la volonté de faire payer le prix fort aux criminels, et elle n'est pas exempte d'un besoin de violence rédemptrice. Là encore, Israël n'a fait que suivre – *pour un seul et unique cas* – l'exemple des pays européens qui ont condamné à mort exécutés, dans des conditions souvent bien moins équitables, des milliers de nazis et de collaborateurs après 1945.

L'histoire

Dans tout procès politique, où les charges dépassent souvent la responsabilité propre de l'accusé et touchent à des processus criminels d'envergure, la justice doit appréhender après-coup des événements qui appartiennent déjà à un passé récent ou même révolu, et elle sait que sa décision risque de peser sur l'avenir de la collectivité nationale ou internationale. Certes, même dans ce cas, les faits doivent être jugés de manière contradictoire en fonction des qualifications retenues. Seuls ceux qui concernent l'accusé doivent être examinés en profondeur, et la cour ne doit en principe entendre que des témoignages ou examiner des documents qui entrent dans ce cadre. En bref, ce type de procès doit se rapprocher le plus possible d'une justice ordinaire. Or depuis qu'en 1945 on a traduit pour la première fois un système politique tout entier devant une instance judiciaire, les grands procès relatifs au nazisme, puis à d'autres systèmes politiques criminels, ont produit, volontairement ou non, une narration juridique et judiciaire de l'histoire. À Nuremberg, les faits étaient récents, les passions et les cendres encore chaudes, les protagonistes encore dans la perception directe des faits examinés. À Jérusalem, le temps a déjà passé, les générations nées pendant la guerre ont atteint l'âge adulte. Eichmann en Israël semble une figure instable entre un passé souvent méconnu ou occulté, et un présent très différent, presque coupé de ses racines. À tel point que la cour auditionne pour la première fois dans une telle enceinte un historien, l'universitaire américain Salo Baron, chargé d'évoquer à la session du 24 avril 1961, le contexte des années 1930-1940 que pourtant tous les acteurs du procès ont connu – tous les magistrats sont nés en Allemagne ou en Pologne entre les deux guerres. En guise d'introduction, ce grand historien du judaïsme, exprime l'étrange sentiment qui l'anime :

« Je comparais ici en tant que témoin. Non pas en tant que témoin oculaire, non plus en tant que juriste, mais en tant qu'historien. Il est bien connu qu'un historien de l'époque contemporaine est confronté à un double problème. Premièrement : a-t-on déjà une perspective historique suffisante ?



Généralement, cette perspective fait défaut, jusqu'à ce que des dizaines d'années au moins se soient écoulées. Le second problème qui se pose est le suivant : dispose-t-on de documents ? Car, d'ordinaire, ces documents aussi sont inaccessibles, et l'on ne peut pas savoir tout ce qui a été fait jusqu'à environ cinquante ans après l'événement. Il me semble que c'est précisément sur ce second point qu'il y a ici une différence. En effet, l'époque qui s'étend avant la Seconde Guerre mondiale est déjà si éloignée des yeux de la génération actuelle, elle a été tellement oubliée par des personnes qui l'ont pourtant vécue, qu'aujourd'hui déjà nous disposons d'une perspective historique qui fait souvent défaut à l'historien de l'époque contemporaine. Quant aux documents, nous avons la chance qu'une grande partie des archives allemandes ait été récupérée par les Alliés, et qu'un grand nombre de ces documents ait déjà été publié. »⁶

Salo Baron énonce deux idées cruciales pour comprendre la relation du procès Eichmann à l'histoire : d'une part, à peine une génération passée, le monde de l'immédiat avant-guerre, et en particulier le monde juif européen, semble appartenir à une autre époque, d'où le rôle dévolu au procès (et à l'historien) qui est de rappeler non seulement le souvenir des crimes, mais tout autant les souvenirs de la vie des Juifs européens *avant* le crime. Cette situation inaugure un clivage que l'historiographie de la Shoah va refléter dans les années suivantes : quelle est l'histoire la plus urgente et la plus nécessaire ? Celle des criminels, du nazisme, des mécanismes génocidaires ? Ou celles des victimes, de leur monde détruit et en grande partie éradiqué ? D'autre part, à l'instar du procès de Nuremberg, le procès Eichmann constitue un moment important dans l'émergence d'une interprétation du nazisme et singulièrement de l'extermination des Juifs par la masse d'informations recueillies et discutées, à travers les témoignages ou à grâce aux documents collectés. Contrairement à un cliché répandu dans les années 1990, rares sont les événements historiques pour lesquels la documentation disponible a été aussi vaste et aussi rapidement accessible. Toutefois, les interprétations exprimées lors du procès ont été tributaires, au moins dans les débuts, des référentiels historiographiques alors disponibles, notamment les conclusions de Nuremberg ou les travaux de Léon Poliakov et de Gerald Reitlinger⁷. L'œuvre fondatrice de Raul Hilberg, *The Destruction of the European Jews*, publiée dans sa première édition en 1961, n'est pas encore connue. La vision de l'histoire qui s'exprime au procès fait commencer la « Solution finale » en 1939 avec l'invasion de la Pologne, voire avant avec l'émigration forcée dans laquelle Eichmann a joué un rôle central. L'extermination des Juifs y est vue comme une politique rationnelle, centralisée, déployant un plan prémédité, suivant une intention criminelle formulée depuis longtemps, sans lien réel avec les autres politiques d'extermination. C'est dans ce cadre que l'accusation veut prouver qu'Eichmann a été « l'architecte du génocide », présupposant que toutes les initiatives ont été impulsées du centre vers la périphérie. Cette thèse sous-estime à l'époque, et la part de chaos dans les

⁶ Audition de Salo Baron, session 12, 24 avril 1961, la citation se trouve au début de son témoignage.

⁷ Léon Poliakov, *Bréviaire de la haine. Le IIIe Reich et les Juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 1951. Gerald Reitlinger, *The Final Solution, The Attempt to Exterminate the Jews of Europe, 1939-1945*, New York, Beechhurst Press, 1953. Sur cette première historiographie utilisée au procès, voir l'analyse de David Cesarani, *Adolf Eichmann*, Paris, Tallandier, 2004, p. 32 et sq.



territoires de l'Est gérés par les nazis, et la part des initiatives locales en 1941-1942 qui conduiront à la décision de tenter de tuer tous les Juifs européens. De même, la question de la collaboration des autres pays ne constitue pas une question centrale : le français Georges Wellers peut évoquer la responsabilité de Vichy dans la rafle du Vél' d'Hiv', la gestion du camp de Drancy, la déportation des enfants voulue par les autorités françaises – autant de thèmes devenus lieux de mémoire dans les années 1990 –, l'information ne suscite pas de réactions particulières, y compris en France. *Le Monde* lui consacre un quart de page, le 10 mai 1961 (alors que l'information fait, le lendemain la Une du magazine allemand *Bild*), et seuls quelques cercles de Juifs résistants communistes accusent Georges Wellers de ne pas assez souligner la responsabilité des collaborateurs français⁸.

Le procès Eichmann a également soulevé des questions délicates qui relèvent autant de l'histoire des persécutions que de l'histoire du sionisme. Par une ironie de l'histoire, le seul cadre nazi jamais jugé en Israël est le seul qui ait eu des contacts plus ou moins poussés avec des organisations sionistes, d'abord en 1937-1938, à Berlin et à Vienne, ensuite, en 1944, à Budapest, alors qu'Eichmann supervise l'extermination des Juifs hongrois, l'un des moments paroxystiques de la violence nazie. Ces épisodes seront rappelés par de nombreux témoins : Franz Meyer, Pinhas Freudiger, Joel Brand, Hansi Brand... Tous les acteurs du procès et l'opinion israélienne ont en mémoire l'affaire Kastner, du nom d'un Juif hongrois, animateur d'un réseau d'entraide qui tenta une négociation avec Eichmann pour sauver des Juifs promis à la mort en échange de camions qui auraient été livrés à l'Allemagne, via l'Agence juive en Palestine, une affaire longuement évoquée au procès. En 1952, Kastner, installé en Israël, fut dénoncé comme « collaborateur ». Trois ans plus tard, en 1955 il fut débouté du procès en diffamation qu'il avait intenté, le jugement rédigé par Benjamin Halevi, l'un des trois juges du procès Eichmann, l'accusant presque explicitement d'avoir effectivement collaboré. Il fut assassiné à Tel Aviv en mars 1957. En janvier 1958, la cour d'appel infirmait le premier jugement, reconnaissant la diffamation et donc son innocence. Le souvenir de ce drame qui a marqué l'opinion et la classe politique israélienne plane sur le procès Eichmann et justifie encore une fois le rapprochement avec la situation des pays européens dans l'après-guerre : les poursuites contre les criminels nazis suscitèrent moins de passions que celles contre les collaborateurs autochtones, réels ou supposés tels. Avec une différence de taille : les « collaborateurs » juifs, sans même parler du cas des membres des conseils juifs également évoqué au procès et sujet de vives polémiques à la suite des écrits d'Arendt, étaient souvent eux-mêmes promis à la mort. Ils n'étaient en aucun cas dans la même situation que les élites européennes ayant accepté par stratégie ou tactique l'alliance avec l'Allemagne nazie, ou encore les fascistes français, hollandais, hongrois, engagés aux côtés du Reich par idéologie. C'est presque une évidence pour nous aujourd'hui, cela n'allait pas de soi dans la société israélienne de l'époque.

⁸ G. Kenig, « Un témoin contre Eichmann ou pour Vichy ? », *Le Presse nouvelle* [organe de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide], 20-21 mai 1961, archives du CDJC.



Le procès Eichmann est le premier du genre dont les initiateurs ont cherché également à produire une narration maîtrisée et finalisée de l'histoire. Son apport à l'histoire du nazisme est en ce sens réel même s'il est biaisé. Il offre un récit cohérent sinon exhaustif de la « Solution finale » en abordant successivement la politique d'émigration forcée (1937-1940), les exécutions massives à l'Est (1941), l'établissement des camps d'extermination et les premières déportations (1941-1942), l'application de la « Solution finale » dans certains pays, comme la France et surtout la Hongrie où Eichmann joua un rôle décisif, sans oublier l'évocation des résistances juives, un chapitre volontairement ajouté par le procureur Hausner, en liaison avec Ben Gourion, afin de nuancer l'effet sur les jeunes israéliens du sombre bilan de millions de civils impuissants conduits à la mort. Tous ces épisodes n'ont pas forcément de lien avec Eichmann mais répondent aux exigences d'un procès conçu comme une leçon d'histoire, la première du genre. Cette narration s'appuie à la fois sur de nombreux documents dont beaucoup sont inédits, sur la centaine de récits individuels des témoins et sur un témoignage exceptionnel de l'intérieur de la machine nazie : celui de l'accusé lui-même.

On n'a sans doute pas assez souligné à quel point Eichmann a été un accusé hors du commun. C'est sans doute dû à une mauvaise lecture d'Hannah Arendt et de sa thèse sur la « banalité du mal » reprise inlassablement par des générations de commentateurs, pas toujours avisés⁹. Outre son importance dans l'organigramme de l'appareil d'extermination, outre ses liens avec les organisations sionistes, Eichmann a été un nazi particulièrement volubile après la guerre, un fait assez rare. Hannah Arendt ne le relève pas faisant de lui sinon un « homme ordinaire », du moins un accusé passif, un « clown » même¹⁰. Or les recherches menées pour l'exposition ont permis d'établir qu'entre 1956 et 1962, en Argentine, puis en Israël, Eichmann a écrit directement ou corrigé des transcriptions orales qui couvrent plusieurs milliers de pages, ce qui est considérable. Il s'agit d'une part des rapports, fragments de mémoires, entretiens avec l'ancien nazi Willem Sassen, utilisés en partie au procès, même un roman, produits en Argentine¹¹. Nous avons aussi retrouvé la

⁹ *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*, Paris, Gallimard/Folio, 1991 [1^{re} éd. : 1963].

¹⁰ *Ibid.*, p. 93-94. Selon Raul Hilberg, Arendt a quitté Jérusalem trois jours avant le début de l'interrogatoire de l'accusé le 29 juin 1961. Elle manque donc la seconde partie du procès où Eichmann est au centre des débats et s'exprime longuement alors qu'il a peu parlé jusque-là pour des raisons de procédure. Cf. *La politique de la mémoire*, Paris, Gallimard, 1994, p. 141. Hilberg ne précise pas ses sources mais dans un échange que j'ai eu avec lui en 1988, lors de la parution de la *Destruction des juifs d'Europe* en français, il m'a indiqué qu'il avait consulté les passeports d'Arendt dans ses archives personnelles, une revanche contre celle qui avait donné, en 1959, un avis négatif à la publication de son livre... qu'elle utilisera abondamment par la suite.

¹¹ Les différents écrits d'Eichmann reproduits par extraits dans l'exposition se trouvent aux *Bundesarchiv* de Coblenz, en Allemagne, et proviennent, d'une part, d'un versement privé : Nachlass Adolf Eichmann N 1497, et d'autre part, d'un fonds comprenant notamment les papiers de son avocat, Robert Servatius : Eichmann-Prozess All Proz 6 1960-1963. Ils ont été analysés par les historiens dont Christian Gerlach, « The Eichmann Interrogation in Holocaust Historiography », *Holocaust and Genocide Studies*, vol. 15, n° 3, hiver 2001, pp. 428-452. Voir aussi Irmtrud Wojak, *Eichmanns Memoiren. Ein kritischer Essay*,



version originale manuscrite d'un texte déjà connu, rédigé en 1957 : « Mise au point concernant les “Questions juives et les actions du gouvernement national-socialiste allemand en vue d'une solution à cet ensemble durant les années 1933-1945” ». Sur cette version, il apparaît clairement qu'une partie du texte, montrée dans l'exposition, était destinée au Chancelier Adenauer dans le cadre d'une « lettre ouverte » que celui-ci n'a semble-t-il jamais reçu, une information inédite. On sait aujourd'hui qu'une partie de ces écrits était destinée à la rédaction d'un ouvrage constituant une esquisse de défense, Eichmann souhaitant rentrer en Allemagne, même s'il devait y être jugé¹². On comprend mieux, dès lors, pourquoi il fut, à Jérusalem, un accusé particulièrement présent, participant à son procès auquel il s'était sans doute préparé depuis plusieurs années. Cette dimension est confirmée par une autre découverte importante : les notes prises au jour le jour par Eichmann, dans sa cage de verre, durant les audiences à Jérusalem, inconnues à ce jour des historiens, et qui viennent compléter les autres textes produits en Israël, notamment son interrogatoire annoté et deux versions de ses Mémoires¹³.

La mémoire

Le procès Eichmann a sans conteste été un jalon essentiel dans l'émergence d'une mémoire collective de la Shoah en Israël. Le terme est utilisé ici dans le sens traditionnel de Maurice Halbwachs, c'est-à-dire un ensemble de représentations sociales, à la croisée de souvenirs individuels partagés et d'une narration officielle à vocation unitaire, « la mémoire historique ». Si les traces du crime sont évidemment présentes dès l'arrivée des premiers réfugiés, en 1945-1946, c'est l'investissement politique sur le procès, en 1960-1961, qui

Campus Verlag, Frankfurt, 2001. Le roman autobiographique d'Eichmann, *Roman Tucumán* (du nom de la province où il résidait en Argentine), se trouve chez les ayants-droits. Nous n'avons pu le consulter même si nous avons appris son existence.

¹² La « Mise au point » – « *Betrifft: Meine Feststellungen zur Angelegenheit "Judenfragen und Massnahmen der nat. soz. Deutschen Reichsregierung zur Lösung dieses Komplexes in den Jahren von 1933 bis 1945"* » –, un texte de 69 pages utilisé au procès, se trouve au Bundesarchiv, à la cote All Proz 6/111. En revanche, la version originale, dont les onze pages manuscrites destinées à Adenauer, n'était pas connue. Elle se trouve à la cote N 1497/90. L'historienne et philosophe Bettina Stangneth a elle aussi trouvé ce document dont elle propose une mise en contexte dans l'Allemagne d'Adenauer pour son livre sorti en avril 2011, en même temps que l'inauguration de notre expositoin. Selon elle, Eichmann avait entrepris la rédaction d'un ouvrage : *Die anderen Sprachen, jetzt will ich sprechen!*, dont la « Mise au point » constituait la partie centrale. Cf. *Eichmann vor Jerusalem : Das unbehelligte Leben eines Massenmörders*, Hamburg, Arche Literatur Verlag, p. 277-281.

¹³ All Proz 6/165-177. Il s'agit de plusieurs carnets manuscrits dans lesquels Eichmann commente les dépositions des témoins, les déclarations du procureur, certains travaux historiques cités, etc. Ce sont des documents exceptionnels que nous n'avons pu, faute de temps, dépouiller in extenso mais dont nous donnons des extraits. Sur les autres textes d'Eichmann, on dispose notamment de son interrogatoire par Avner Less, dont une version partielle, à manier avec précaution, a été publiée par Jochen von Lang (Belfond, 1984) et surtout de deux versions (courte et longue) de ses Mémoires rédigés en prison qui se trouvent aux archives d'État d'Israël : *Memoiren* (cote A 3001/7) et *Götzen* – « Idoles » – (cote A 7967). Ces derniers ont été rendus publics en 2000.



permet de produire le premier récit officiel, destiné à être partagé entre des générations qui ont traversé la tragédie et d'autres nées après la guerre ou qui viennent d'autres régions que l'Europe, comme les Juifs séfarades venus des pays arabes¹⁴. Cette mémoire, on le sait, a pris le visage des 110 témoins venus à la barre, presque tous des survivants, presque tous juifs (sauf le pasteur Grüber et le juge Musmanno), sur un total de 118 témoins prévus auxquels il faut ajouter 16 témoins de la défense, tous anciens nazis entendus en Allemagne¹⁵. Leurs paroles, retransmises à la radio, résonnent comme des voix venues d'un passé auquel le jeune État hébreu a voulu tourner le dos. C'est l'aspect le plus connu et le plus commenté de l'événement. Plusieurs écriront ou témoigneront par la suite dans d'autres contextes¹⁶. Peut-on dire pour autant que le procès Eichmann constitue un tournant décisif ?

Une telle interrogation n'a de sens aujourd'hui que si l'on tient compte de ce qu'est devenue effectivement la mémoire de la Shoah dans les vingt dernières années. Tout d'abord, la notion même a émergé comme telle dans les années 1980 alors que dans les périodes précédentes le terme de « mémoire collective » reste très peu usité et celui de « mémoire de la Shoah » rarement employé. La valorisation de la mémoire, l'investissement de la société civile, l'émergence de politiques



1^{er} juin 1962, mort d'Adolf Eichmann, journal affiché à Tel Aviv lu par des passants. Coll. Israeli State Archives.

publiques nationales et internationales, la sollicitation constante des témoignages de survivants (et non leur production spontanée) sont des phénomènes récents, bien postérieurs au procès, qui ont pris une ampleur encore inimaginable dans les années 1960. Ensuite, l'évocation de l'extermination des Juifs s'est manifestée de manière privilégiée dans des enceintes judiciaires, tout particulièrement en Allemagne et en France. C'est à compter des années 1960 avec les procès de Francfort (1963-1965) ou de Stuttgart (1969), pour ne citer que deux cas parmi les plus connus, qu'une nouvelle vague de jugements a permis de

¹⁴ Sur ce point, voir Hanna Yablonka, *op. cit.*, p. 189 sq.

¹⁵ Ces chiffres proviennent des documents officiels du procès disponibles au CDJC.

¹⁶ Plusieurs témoins du procès Eichmann ont été filmés par Claude Lanzmann pour son film *Shoah* : Michael Podchlewnik, Shimon Srebrnik, Itzhak Zuckerman, qui apparaissent effectivement dans la version finale, ainsi que Joel Brand, Hansi Brand, Abba Kovner, Ada Lichtman (renseignements fournis par Rémi Besson qui termine une thèse sur l'histoire du film).

condamner d'anciens nazis ou d'anciens collaborateurs. Ils ont été suivis des procès de Cologne contre les responsables du Sipo-SD en France, dont Theodor Dannecker, l'homme d'Eichmann à Paris (1979-1980), puis de Lyon, contre Klaus Barbie (1987), de Versailles, contre le milicien Touvier (1994), de Bordeaux, contre Maurice Papon (1997-1998). Ces procès, souvent liés entre eux par l'action de l'Agence de Ludwigsburg ou encore par la présence d'associations de survivants, telle l'Association des fils et filles des déportés juifs de France de Beate et Serge Klarsfeld, ont peu à peu érigé les prétoires en « vecteurs de mémoire », accordant aux témoins et aux victimes une place centrale qu'elles n'avaient pas eue dans les procédures d'après guerre – ni même, on l'a vu, au procès Eichmann où il ne pouvait y avoir de parties civiles constituées.

Le procès Eichmann constitue donc sans nul doute une étape essentielle après Nuremberg et avec de grandes différences maintes fois soulignées. Nuremberg ne mit pas la question du génocide au centre des débats – était-ce tout simplement possible alors qu'on jugeait la politique nazie dans son ensemble ? La série des procès alliés avait une dimension collective, essentielle pour apprécier les grandes décisions stratégiques du III^e Reich : les politiques d'annexion, le déclenchement de la guerre, le pillage de l'Europe occupée, le travail forcé, etc. Le procès Eichmann se concentre, lui, sur la « Solution finale » à travers le parcours d'un seul individu. Enfin, si la place des témoins fut réelle à Nuremberg, elle fut moins visible qu'à Jérusalem où leur présence constitue l'une des raisons d'être du procès.

Pour autant, il est difficile de considérer que le procès inaugure à lui seul une « ère du témoin », y compris du survivant qui vient à la barre moins pour accuser le bourreau que pour témoigner au nom de tous les morts de ce que fut le crime¹⁷. Tout d'abord, les témoignages massifs consécutifs à des épisodes de violence extrême ont fait leur apparition durant et après la Première Guerre mondiale, notamment dans des écrits aussi bien d'officiers que de combattants du rang – une nouveauté résultant des seuils franchis par la violence de guerre. Ensuite, les témoignages sur la Shoah sont apparus dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, même en nombre limité, ce qui renvoie à une série d'autres questions, très largement débattues depuis trente ans, celle de leur *réception* et de leur *assimilation*, un processus que l'on ne peut réduire à un simple comptage des écrits publiés avant les années 1960. D'ailleurs, il existe en ce domaine des variations importantes : *Si c'est un homme*, de Primo Levi, paru en Italie en 1947, a connu un faible écho à l'origine tandis que le *Journal d'Anne Frank*, publié à titre posthume la même année en Hollande, a connu un succès mondial trois ans plus tard. Enfin, quand bien même les témoignages délivrés devant un tribunal, et singulièrement à Jérusalem, revêtent un caractère singulier par la symbolique judiciaire – prestation de serment, interrogatoire et contre-interrogatoire (par tactique, par pudeur, ou pour ces deux raisons, l'avocat d'Eichmann s'abstint d'user de cette possibilité), caractère public de la parole, implications sur le cas jugé –, ce n'est pas

¹⁷ Annette Wieviorka, *L'Ère du témoin*, Paris, Plon, 1998.



tant la « déposition » qui retient l'attention et constitue un « lieu de mémoire », que le fond et le ton du témoignage lui-même, et plus encore la singularité du discours : à cet égard, il est significatif que la plupart des images filmées de ce type de témoignages, que ce soit celles du procès Eichmann ou du procès Barbie, aient été ensuite abondamment utilisées, notamment dans un cadre pédagogique, en tant qu'extraits isolés, détachés de leur contexte judiciaire, comme si celui-ci n'avait au fond pas de réelle importance. La transformation de la justice en vecteur de mémoire a donc changé le rapport de force au sein d'un tribunal, en tout cas elle est concomitante d'une évolution majeure de la justice criminelle contemporaine : l'importance accordée à la victime. D'une certaine manière, on peut dire que, sur une longue durée, le procès Eichmann s'inscrit entre une ère du témoin qui commence avec la première catastrophe du XX^e siècle et une ère de la victime qui a pris corps durablement avec l'émergence de la mémoire de la Shoah, dans les années 1980-1990. Cette dernière a d'ailleurs mis un terme à la culture héroïque et patriotique de la guerre et de l'après-guerre qu'Israël a développée au même titre que les pays européens aux lendemains immédiats de la Seconde guerre mondiale¹⁸.

Le procès installe donc un récit public de la Shoah en Israël. Il participe d'un réveil de la mémoire juive dans le monde, en particulier aux États-Unis, même si des recherches récentes tentent de montrer qu'une mémoire de la Shoah existe au sein de la communauté juive américaine, au sein de laquelle on trouve de nombreux survivants, dès la fin de la guerre¹⁹. Il rencontre un large écho en Allemagne, un pays traversé par des tendances contradictoires entre, d'un côté, le souhait officiel de tourner la page du nazisme et, de l'autre, les revendications de plus en plus pressantes des jeunes générations d'une réévaluation de ce même passé. Toutefois, ce serait une erreur de confondre la dimension mondiale de l'événement qui mobilise la presse internationale, au moins au début, et l'ampleur de la prise de conscience qu'il a pu susciter en dehors des communautés juives et des pays immédiatement concernés. Dans les pays du bloc communiste, à l'exception de la République démocratique allemande qui cherche à utiliser le procès contre l'autre Allemagne, le procès ne capte pas l'attention. Dans les pays arabes – l'Égypte, le Liban, la Syrie, la Jordanie qui compte une masse importante de réfugiés Palestiniens –, alors en pleine bataille psychologique et politique contre Israël, la perception de l'affaire n'a pas la même tonalité que dans les pays occidentaux, même si, là aussi, mais pour de tout autres raisons, cette question devient un enjeu politique durable. En dépit de certaines variations et dans une presse largement contrôlée par le pouvoir (sauf au Liban), les thématiques relèvent presque exclusivement de la propagande politique, sans intérêt particulier pour les faits

¹⁸ Sur la notion de mémoire patriotique, voir Pieter Lagrou, *Mémoires patriotiques et Occupation nazie, Résistants, requis et déportés en Europe occidentale, 1945-1965*, Bruxelles/Paris, Complexe/IHTP-CNRS, 2003.

¹⁹ Sur cette question, voir les points de vue opposés de Peter Novick, *L'Holocauste dans la vie américaine*, Paris, Gallimard, 2001, et de Hasia Diner, *We Remember with Reverence and Love. American Jews and the Myth of Silence after the Holocaust, 1945-1962*, New York University Press, 2009.



historiques en jeu. Elles tournent d'abord autour de l'illégitimité d'Israël à juger Eichmann ou du scandale que constitue la violation de la souveraineté argentine. Puis, apparaît l'idée d'une complicité voire d'une équation entre le nazisme et le sionisme, la presse exploitant notamment l'épisode Kastner. La comparaison entre la Shoah et la Nakba, la catastrophe du peuple palestinien, commence également à se répandre, notamment à la suite d'une directive de la Ligue arabe demandant que l'on insiste sur ce point – alors même que les audiences du procès révèlent jour après jour l'impossible comparaison. De même, de nombreux articles et caricatures contestent l'ampleur du crime, ou – habituelle contradiction de l'antisémitisme d'après 1945 – manifestant une sympathie ouverte pour Eichmann « qui eut l'honneur de tuer cinq millions de juifs » lui reprochant toutefois de « n'avoir pas fini le travail »²⁰. Le procès est d'ailleurs l'occasion en Israël, dans de nombreux discours officiels, de rappeler la présence en Allemagne, durant la guerre, du grand mufti de Jérusalem, Hadj Amin al-Husayni, l'un des principaux leaders palestiniens, et ses liens avec Eichmann, évoqués par le procureur Hausner au procès dans une logique qui doit plus à la situation des années 1960 qu'à l'importance de ces faits au regard des crimes reprochés à l'accusé²¹. La collaboration – avérée – du mufti avec l'Allemagne nazie a reposé sur le principe des ennemis communs : d'un côté, les Britanniques, dans une posture nationaliste que l'on retrouve chez d'autres militants de l'indépendance de leur pays ayant eu des contacts avec le Reich (comme l'Indien Subhas Chandra Bose ou certains activistes égyptiens), de l'autre, les Juifs et le refus d'un État juif dans la région²². L'analyse historique s'est ainsi trouvée prise de manière inextricable dans un processus d'instrumentalisation du passé dont l'originalité tient à la symétrie des accusations proférées pour dénoncer, d'un côté, l'ennemi sioniste (et ses « liens » avec Eichmann), et, de l'autre, pour stigmatiser l'ennemi palestinien, et sa « collaboration » avec le Reich. Or, il s'agit de deux processus évidemment incomparables – les Juifs étaient tous ou presque promis à la mort – et de deux déformations métonymiques de l'Histoire – les Palestiniens des années 1960 n'étaient pas responsables dans leur ensemble des actes du mufti en 1941.

Enfin, on peut remarquer que le procès Eichmann n'a joué qu'un rôle marginal en France, surtout au sein des milieux de rescapés ou résistants juifs, mobilisés et concernés, comme le Centre de Documentation juive contemporaine, qui adresse des documents à Jérusalem et voit l'un de ses membres, Georges Wellers, témoigner. Le procès a commencé une semaine avant le putsch des généraux à Alger, le 23 avril 1961, et Eichmann a été exécuté deux mois après la signature des accords d'Évian, le 19 mars 1962, au plus fort des rapatriements d'Algérie vers la France. Si la presse française couvre l'événement, si des plumes déjà célèbres ou qui le deviendront (Joseph Kessel, Robert Badinter) en témoignent

²⁰ Ces exemples sont tirés d'une étude récente, Meir Litvak, Esther Webman, *From Empathy to Denial. Arab Responses to the Holocaust*, Londres, Hurst and Co, 2009. Les citations sont p. 123.

²¹ Session 16, 26 avril 1961.

²² Meir Litvak, Esther Webman, *op. cit.*, pp. 297 sq.



de l'importance, celui-ci n'a qu'un faible impact sur les représentations collectives de la Shoah, lesquelles existent et suscitent des débats de manière régulière, mais sans commune mesure avec le problème public qui verra le jour à compter des années 1980, deux décennies plus tard. Au début des années 1960, les souvenirs de l'Occupation, pour être moins prégnants, ne se sont pas estompés. Mais les choix officiels s'inscrivent dans une forme d'oubli partiel et surtout de réconciliation avec l'ennemi héréditaire : six mois après l'exécution d'Eichmann, en décembre 1962, à la veille du traité d'amitié franco-allemand de janvier 1963, le général de Gaulle fait discrètement libérer l'ancien chef suprême des polices allemandes en France, Karl Oberg, ainsi que son adjoint, Helmut Knochen, tous deux condamnés à mort en 1954 par un tribunal militaire, mais graciés et détenus durant vingt ans dans les prisons françaises. Vingt-cinq ans plus tard, en 1987, un de leurs subalternes, Klaus Barbie, sera condamné à la perpétuité pour crimes contre l'humanité, tandis que, trente-deux ans plus tard, en 1994, ce sera au tour d'un de leurs obscurs collaborateurs, le milicien Paul Touvier, d'être condamné à la même peine. Il est vrai que ces condamnations n'ont été rendues possibles que par un vote de décembre 1964, rendant imprescriptible ce type de crimes, vote obtenu à la suite de l'annonce par l'Allemagne fédérale d'une possible prescription des crimes nazis en 1965, finalement repoussée. Or, ni dans la décision de libérer Oberg et Knochen, ni dans celle de rendre imprescriptibles certains de leurs crimes, il n'a été question de leur implication directe et majeure dans la déportation de 76 000 Juifs de France. Le chiffre n'est même pas encore établi à cette époque – il le sera dans les années 1970, par les travaux de Serge Klarsfeld et du CDJC. Ce qui fait débat, c'est le sort d'individus ayant commis des crimes contre des résistants, contre des civils, contre des Juifs bien sûr, mais sans que l'accent ne soit mis sur la singularité de la Shoah, pourtant le cœur des débats du procès Eichmann, événement encore tout récent.

L'impact du procès Eichmann varie donc moins suivant les lieux où le nazisme a laissé des traces plus ou moins indélébiles que suivant le rapport que les pays ou les opinions nationales entretiennent avec Israël, suivant la configuration des différentes communautés juives, suivant la conjoncture propre de chacun des pays concernés, ou suivant l'histoire de leur propre mémoire nationale. Il n'y a ni relation mécanique entre l'importance du procès en soi et son rôle dans la formation à terme d'une mémoire de la Shoah, ni évolution linéaire dans l'émergence de cette mémoire. Le procès constitue un point de focalisation, un moment sans doute décisif dans la prise de conscience, au moins dans les mondes juifs. Mais son enracinement durable au-delà se fera bien plus tard, dans un autre contexte et par l'action d'autres générations.

Pour citer cet article :

Henry Roussio, « Réflexions sur un procès historique », introduction à H. Roussio (dir), *Juger Eichmann, Jérusalem, 1961*, Paris, Mémorial de la Shoah, 2011.



Les écrits d'Eichmann en Argentine (1956-1960) Témoignages pour une histoire nationale-socialiste

Fabien Théofilakis



Compte rendu de l'ouvrage de Bettina Stangneth, Eichmann vor Jerusalem. Das unbehelligte Leben eines Massenmörders, Zürich-Hamburg, Arche Literatur Verlag AG, 2011, 656 p.

Les publications se multiplient à l'occasion du 50^e anniversaire du procès d'Adolf Eichmann à Jérusalem. Mais aucune vraisemblablement n'a l'ampleur de l'ouvrage que publie B. Stangneth après douze ans de recherche sur Eichmann *avant* Jérusalem

Depuis les ouvrages de Randolph L. Braham¹ et de David Cesarani², on disposait de biographies solides, qui, comme la dernière, analysaient le SS Eichmann à la lumière des avancées récentes de la recherche sur le nazisme et sa violence destructrice. Les travaux d'Hannah Yablonka³ et de Tom Segev⁴ ont replacé le procès dans une perspective israélienne, selon un cadrage plus ou moins serré, pour en faire un événement fondateur du jeune État. Ces études pouvaient s'appuyer sur un corpus de documents écrits ou produits par Eichmann lui-même relativement stable, quoiqu'à la nature parfois indécise. Il s'agit, d'une part, de textes rédigés en Argentine et révélés lors du procès : sa « Mise au point » sur la « Solution finale » de 1957⁵ ; les « entretiens Sassen » de la même année connus dans des versions plus ou moins complètes ; enfin, l'ouvrage dirigé par Aschenauer, *Ich, Adolf Eichmann. Ein historischer Zeugenbericht*, publié en 1980 et présenté comme les mémoires du criminel. Il s'agit, d'autre part, des textes produits à Jérusalem après sa capture : l'interrogatoire préliminaire, annoté de sa main, de 3 564 pages ; la déposition de l'accusé devant le tribunal, de 474 pages ; une première version de ses Mémoires – *Meine Memoiren* –, datée de juin 1960, de 127 pages ; une seconde version, *Götzen* (« Idoles »), datée de septembre 1961 mais rendue publique en 2000, de 1206 pages).

En collectant l'ensemble des prises de position du fugitif SS en Argentine, en décrivant méthodiquement leur contexte d'élaboration, en présentant les multiples acteurs – et parfois co-auteurs – de ce discours nazi après la défaite, en remontant leurs filières d'évasion et leurs réseaux de sociabilité, Bettina Stangneth met à jour un véritable continent englouti –les *Argentinien-Papiere*⁶ – et dresse une nouvelle cartographie des archives sur Eichmann. Elle renouvelle ainsi non seulement la compréhension de son parcours, depuis son entrée dans la SS jusqu'à son face-à-face avec ses juges, mais également la perception du *phénomène* Eichmann après-guerre tant par les milieux nationaux-socialistes que par ceux qui les traquent ainsi que par les autorités allemandes. Son ouvrage n'est pas seulement une allusion au livre d'Hannah Arendt (*Eichmann à Jérusalem*),

¹ Randolph L. Braham, *The Eichmann Case. A Source Book*, New York, World Federation of Hungarian Jews, 1969.

² David Cesarani, *Adolf Eichmann*, Paris, Tallandier, 2010 [1^e éd : 2004].

³ Hannah Yablonka, *The State of Israel vs Adolf Eichmann*, New York, Schocken Books, 2004 [1^e éd : 2001].

⁴ Tom Segev, *Le Septième Million. Les Israéliens et le génocide*, Paris, Liana Lévi, 1993 [1^e éd : 1991].

⁵ « Betrifft : Meine Feststellungen zur Angelegenheit,, Judenfragen und Massnahmen der nationasozialistischen deutschen Reichsregierung zur Lösung dieses Komplexes in den Jahren 1933 bis 1945 » (« Objet : ma mise au point concernant les „questions juives et les actions du gouvernement national-socialiste allemand en vue d'une solution à cet ensemble durant les années 1933-1945“ »), 79 pages.

⁶ Reconstitué à partir de trois séries d'archives, le fonds Argentine comprend la transcription des entretiens Sassen et les remarques d'Eichmann qui s'y rapportent, une centaine de pages, plus les quelques bandes sonores qui subsistent ; un manuscrit de 107 pages au titre programmatique, « Die anderen sprachen, jetzt will ich sprechen » (« Les autres ont parlé, maintenant, je peux parler »), plusieurs tentatives d'introductions, des notes d'accompagnement, une centaine de feuillets de commentaires sur des livres,, auxquels s'ajoute le récit autobiographique, le *Roman Tucuman*, de 260 pages, uniquement connu des héritiers qui le détiennent. Une chronologie exhaustive des textes d'Eichmann est donnée en fin de volume (p. 633-635).



mais propose de renverser la focale d'analyse et d'essayer de saisir l'accusé de Jérusalem en partant du réfugié qu'il était en Argentine.

Philosophe, auteur d'une thèse remarquée sur l'antisémitisme chez Kant, Bettina Stangneth a visité près d'une trentaine de dépôts d'archives en Allemagne et dans le reste de l'Europe (Autriche, France, Suisse, Pologne), mais aussi en Russie et en Tchétchénie, aux États-Unis et en Israël. Elle a consulté la presse nazie, juive et internationale à partir de 1937, conduit de nombreuses interviews pour reconstituer la pièce manquante du puzzle. Son livre de quelque 656 pages peut d'abord se lire comme l'accomplissement d'une minutieuse enquête dans laquelle la relation passé-présent apparaît assez lâche. Plutôt que de respecter une stricte trame chronologique, l'ouvrage procède en effet par va-et-vient entre le présent du procès et le passé de l'accusé, entre les productions narratives des années 1950 et les réalisations génocidaires du régime nazi. L'architecture générale de l'ouvrage rend visible ce libre jeu dans le temps et dans l'espace, comme la distribution inégale des sous-parties révèle la réflexion constante sur les sources et les problèmes méthodologiques que pose leur exhumation.

Après une introduction qui définit la finalité scientifique du projet, trois grandes parties structurent l'analyse de l'ensemble des pièces disponibles et des problèmes qu'elles posent. La première (110 p.) est consacrée à la construction du personnage Eichmann au service du projet nazi de réorganiser l'Europe sur une base raciale. Bettina Stangneth montre ainsi qu'à partir de 1937, l'image d'un commissaire du *SD* (*Sicherheitsdienst*, service de sécurité du parti nazi) travaillant dans l'ombre cède la place à celle du *Judenreferent*, substitution qui transforme Eichmann en symbole de la « Solution finale ». La deuxième partie (96 p.) s'intéresse à Eichmann en Argentine, à sa prise en charge puis à son insertion dans les réseaux d'expatriés nazis. Adolf Eichmann constitue un cas assez courant de solidarité entre anciens camarades, mais occupe cependant une place à part dans le petit monde des réfugiés nazis de Buenos Aires. La troisième partie (156 p.) est ainsi consacrée à la pièce maîtresse de la démonstration, la reconstitution et l'analyse de ce que la littérature scientifique appelle les « entretiens Sassen », à savoir une série de rencontres à plusieurs voix organisées entre avril et novembre 1957 par Willem Sassen, un ancien Waffen-SS hollandais devenu en Argentine un journaliste très bien introduit auprès du gouvernement Perón. Bettina Stangneth analyse en profondeur ce dispositif discursif qu'elle reconstitue pour la première fois dans son ensemble, soit plus de 1300 pages auxquelles s'ajoutent les divers autres écrits d'Eichmann, afin de présenter un témoin en contre-point de celui qui, quatre ans plus tard, jouera le rôle du « bureaucrate prudent » devant un tout autre auditoire.

L'auteur replace enfin le contexte de ces écrits dans un récit historique cette fois plus connu autour de trois chapitres plus brefs : les (fausses) pistes localisant Eichmann au Proche-Orient ; la période après 1958 et la fin du projet Sassen avec la localisation avérée d'Eichmann ; la posture prise par l'accusé Eichmann lorsqu'en 1961, les rôles se sont inversés. L'ouvrage se conclut par une réflexion critique sur la diffusion et la réception des entretiens Sassen après l'arrestation d'Eichmann en mai 1960.



Il faut souligner combien cette démarche – peu habituelle pour les historiens – participe du processus même de découverte et de relecture de la source principale, les « entretiens Sassen » : en proposant d'autres scansionnements logiques que celles habituellement utilisées, comme la chronologie, en déplaçant les référents d'analyse vers des considérations plus psychologiques et une utilisation du texte qui ne répond pas nécessairement au canon méthodique, en invitant le lecteur à penser avec elle au fil des questions laissées en suspens ou des problèmes qui restent à résoudre, Bettina Stangneth propose un regard renouvelé sur le *phénomène* Eichmann. D'autant que cette lecture s'appuie sur une maîtrise de l'historiographie du nazisme, comme le montre l'appareil critique placé en fin de volume : 1215 notes et une dizaine de pages de bibliographie... Cette démarche globale souffre toutefois de certaines longueurs, de quelques répétitions, de remarques parfois trop évidentes. Elle aurait surtout gagné à davantage faire appel aux problématiques historiennes au cœur de l'analyse. Cependant, et c'est l'essentiel, l'établissement de ce corpus et la lecture qui est en proposée changent l'image traditionnelle d'Eichmann et impose une relecture de l'ensemble des écrits déjà connus. Bettina Stangneth parvient ainsi de façon convaincante à retracer les étapes de la construction de l'*Obersturmbannführer* SS en « symbole » du traitement de la « question juive », à relever les invariants dans la psychologie d'Eichmann au-delà de la défaite et à casser l'image de celui qui, assis dans sa cage de verre à Jérusalem, se présentait comme « un simple petit rouage dans l'engrenage d'extermination d'Adolf Hitler », affirmant avoir vécu depuis la fin de la guerre en citoyen apolitique, anonyme, libéré de tout antisémitisme. Bien au contraire, l'une des raisons de la rapide ascension d'Eichmann dans l'appareil du *SD* et de l'ampleur de son pouvoir au-delà de toute légitimité institutionnelle, réside dans sa capacité à intégrer la publicité et le mensonge comme facteurs de puissance pour se mettre en scène au cœur du pouvoir décisionnaire et finir par symboliser auprès de ses victimes comme de ses collègues (et rivaux) le « visage de la politique juive de Hitler » (p. 33). Ainsi continue-t-on à parler, malgré les multiples dénominations de son service, du « service Eichmann » et du « kommando spécial d'Eichmann » – et ce jusqu'au procès de Nuremberg. « Spécialiste reconnu pour les questions juives » à compter de 1937, il devient indispensable à Heydrich, puis à Himmler, proximité elle-même utilisée pour accroître son influence dans l'Europe occupée. Eichmann, conclut Bettina Stangneth, « était depuis longtemps beaucoup plus qu'une personne concrète. Le nom était devenu l'incarnation [de la terreur nazie] et ainsi, également un garant de ce pouvoir-là, auquel [les victimes] étai[ent] effectivement livrées, et ce faisant l'important n'était plus qui l'incarnait réellement et qui en tirait profit avec violence » (p. 62).

Ce n'est pas l'un des moindres succès d'Eichmann que d'avoir réussi rétrospectivement à se défaire de sa propre célébrité, alors que le fonds Argentine révèle combien, loin de retourner dans un insupportable anonymat, il entend commencer une seconde carrière, celle de l'*Obersturmbannführer ausser Dienst* (en retraite), expert en histoire et en question juive. En effet, les différents textes montrent un homme resté en 1957 un national-socialiste fanatique qui n'est jamais sorti de la guerre totale à mener contre « le Juif ». Seule la victoire finale pourra empêcher la fin du peuple allemand. Dans ce contexte, les mots deviennent les nouvelles armes dont dispose le « patriote » pour défendre « la voix du sang ». Il va en user pour désormais orchestrer son propre rôle qui lui rendra le contrôle sur le regard de l'histoire. Sa production frénétique ne relève pas seulement d'une volonté de se justifier mais tout autant du plaisir du démagogue, celui de présenter



des arguments imparables qui forceront les autres à adopter son point de vue. « Celui qui veut interpréter la littérature de justification qu'est le fonds Argentine d'Eichmann ne doit pas attendre à trouver dans ces textes de nouvelles connaissances sur les événements historiques par des chemins directs, car celui qui écrit pour se disculper n'est pas historien ni chroniqueur. Et même plus : celui qui « pense » publiquement avec un intérêt aussi clair, n'est pas même un témoin fiable, parce chaque date, chaque détail peut être un mensonge. Ce dont témoigne ici de façon fiable, c'est simplement la façon de penser qui se trahit inévitablement dans chaque écrit, y compris dans le mensonge, parce qu'un être humain doit construire même la contre-vérité sur le précipice qu'il tient pour la vérité », écrit Bettina Stangneth (p. 259). Pour mener cette nouvelle bataille, Eichmann s'impose un travail de lecture considérable afin de connaître suffisamment « la littérature de l'adversaire » que sont les parutions scientifiques sur le sujet, et ce dans le but de pouvoir élaborer un nouveau système de mensonges le plus crédibles possible. Ce qui donne un style unique, mâtiné de langue administrative, de jargon nazi et de mots-composés improbables.

In fine, une telle mobilisation de la part du réfugié Eichmann, conduite de plus en plus ouvertement, n'a de sens que dans une stratégie de reconquête que révèle le fonds Argentine : il s'agit de préparer un retour en République fédérale d'Allemagne. La volonté d'Eichmann à partir du milieu des années 1950 d'entreprendre un tel projet de disculpation s'inscrit dans son intention de se présenter devant un tribunal allemand, d'écoper d'une peine relativement faible et de poursuivre une activité politique. C'est sans doute l'une des découvertes les plus importantes de ce livre dont l'une des preuves les plus étonnantes est une version inédite de la « Mise au point » sur la Solution finale rédigée par Eichmann en 1956, dans laquelle il entendait présenter, en toute « objectivité », la « politique juive » du III^e Reich et le rôle qu'il y a tenu. La version présentée lors du procès masquait le destinataire réel de ce texte où Eichmann : « les ajouts au crayon à papier, est-il indiqué en en-tête de la main d'Eichmann lui-même, ne valent que pour la "lettre ouverte" à M. le Chancelier fédéral ». Eichmann entendait donc s'adresser à Konrad Adenauer pour rentrer en Allemagne, éventuellement pour y être jugé, une révélation qui a fait grand bruit lors de la sortie du livre de Bettina Stangneth, en avril 2011⁷.

En retraçant la genèse du corpus argentin, Bettina Stangneth revient sur les conditions de son élaboration et élargit le cercle de son investigation aux acteurs – des complices aux opposants – impliqués dans l'aventure sud-américaine d'Eichmann pour proposer une étude en termes de sortie de guerre, que ce soit celle d'individus (Simon Wiesenthal ou Fritz Bauer par exemple), celle d'un groupe (le *Dürer-Verein*) ou celle d'un Etat (la République fédérale allemande). L'entreprise personnelle de l'officier SS rencontre en effet en 1957 les aspirations politiques d'un groupe, le *Dürer-Verein*, réuni autour d'Eberhard Fritsch qui dispose d'une maison d'édition – elle publie notamment le périodique d'extrême-droite *Der Weg-El Sendero* (16 000 abonnés illégaux en Allemagne en 1953) –, de Hans-Ulrich Rudel, un as de l'aviation reconverti dans un réseau d'entraide aux camarades dans le besoin, et de Willem Sassen. Ils partagent avec Eichmann le rêve

⁷ Voir la note 5 pour l'intitulé exact de cette « Mise au point ». Les premières pages de ce document, également découvert par nos soins, sont visibles À l'exposition « Jüger Eichmann, Jérusalem 1961 », du Mémorial de la Shoah, à Paris.



politique d'une deuxième prise de pouvoir qui permettrait la « construction d'une nouvelle Allemagne » et un antisémitisme viscéral. Pour parvenir à réhabiliter le national-socialisme, il faut détruire « le mensonge des six millions » (*Der Weg*) et aborder les questions de la responsabilité de Hitler et de la mise en place pratique de l'extermination des Juifs. Cette approche révisionnisme qualifie doublement Eichmann pour participer aux discussions : d'une part, les déclarations de ses subordonnés à Nuremberg ont entériné sa réputation de statisticien de la « Solution finale », d'autre part, contrairement aux autres participants, Eichmann est le seul à avoir une expérience de l'intérieur et surplombante de la destruction des Juifs d'Europe, le seul à avoir côtoyé Himmler, Göring ou Heydrich. Pour les entretiens Sassen, Eichmann devient dès lors le « témoin principal », le « spécialiste », celui qui « dans un monde de menteurs » pourra « dire leur vérité, à savoir que tout ce n'était pas passé ainsi que l'on avait entendu à Nuremberg et que « les Juifs » avaient inventé le meurtre de masse dans cette dimension » (p. 191). Le projet collectif devait aboutir à un livre à partir de la transcription de ces entretiens dans laquelle auquel nom, ni dispositif discursif ne devait apparaître.

Bettina Stangneth reconstitue le déroulement de ces séances conduites par Sassen qui n'hésite pas à distribuer des travaux de lecture, les stratégies tentées pour démonter les preuves de plus en plus incontestables apportées par une historiographie en plein essor (plus de 10% des entretiens Sassen sont ainsi constitués de citations), l'engagement des participants dans la réussite de l'opération jusqu'aux efforts excessifs d'Eichmann qui en oublie presque pourquoi il a été convié. Évoquant par exemple le travail de l'historien américain Gerald Reitlinger, auteur d'une synthèse parue en 1953 (*The Final Solution*), il écrit : « [Reitlinger] dit donc 65 000, moi 40 000, donc disons environ 50 000 »⁸.

Il y a là une incompatibilité entre deux logiques argumentatives qui révèle l'ambivalence d'Eichmann qui, tout en participant à une entreprise révisionniste, espérait que son rôle soit reconnu. Lors de la séance qu'Eichmann croit être la dernière, il prononce en effet une petite conclusion où il entend dire la « vérité » : en national-socialiste convaincu et en « combattant fanatique pour la liberté de [son] sang », il affirme n'avoir pu, malgré ses efforts, remplir complètement son devoir, à savoir exterminer les 10,3 millions de Juifs⁹. Sa déclaration rendra pour partie caduque l'initiative de Sassen qui débouchera sur un fiasco.

La réaction des autorités allemandes face au cas Eichmann, localisés par leurs services secrets dès 1952, constitue un autre aspect de la riche étude menée par B. Stangneth. L'absence de réactions effectives, une connivence certaine de certains services dirigés par d'anciens nazis, l'inertie des milieux officiels qui avaient intérêt à éviter un procès où Eichmann « parlerait », pose la question de la *Vergangenheitspolitik* d'Adenauer et plus largement celle de la rupture constituée par la fondation de la RFA, ainsi que l'étude collective *Das Amt und die Vergangenheit. Deutsche*

⁸ Bundesarchiv, Coblenz, All Proz 6 / 107, entretiens Sassen, bande 53, p. 11.

⁹ Ce passage célèbre, bien qu'il ne put être utilisé à Jérusalem, est l'un des rares qui a été conservé dans sa version audio, que l'on peut écouter à l'exposition du Mémorial. C'est la seule transcription que B. Stangneth donne dans son ouvrage (p. 391-394).



Diplomaten im Dritten Reich und in der Bundesrepublik vient de le rappeler¹⁰. Comme le constate avec une saine colère la chercheuse allemande, « l'histoire d'Eichmann avant Jérusalem est également une succession d'occasions manquées pour oser un véritable nouveau départ en faisant en sorte que justice fût rendue en Allemagne. Avec cette histoire, nous devons aborder, si nous voulons comprendre, la question de savoir dans quelle mesure les structures du "IIIe Reich" ont survécu, alors que l'on voulait et on devait les vaincre grâce au nouvel État, sans avoir d'hommes nouveaux » (p. 19-20). La question semble d'autant plus actuelle à Bettina Stangneth qu'elle souligne que jusqu'à aujourd'hui la non communicabilité des archives des services secrets et du *Bundeskriminalamt* allemands empêche de faire toute la lumière sur qui savait quoi et quand.

L'ouvrage *Eichmann vor Jerusalem* montre avec méthode combien les textes d'Argentine permettent d'analyser l'ampleur des manipulations d'Eichmann et dans quelle mesure il avait fait du mensonge et de la désinformation sa stratégie d'attaque, puis de défense. Il permet surtout, en écho à l'ouvrage d'Hannah Arendt, de faire tomber les masques que l'officier nazi s'est employé avec brio à changer. L'épisode d'Argentine met ainsi en lumière les artifices jusqu'ici invisibles du jeu d'Eichmann : que ce soit dans la maîtrise avantageuse de l'historiographie sur la Shoah, dans le dangereux maniement des statistiques tronquées comme dans la posture la mieux adaptée à sa défense – celle du bureaucrate prudent –, Bettina Stangneth prouve combien les entretiens Sassen ont été utilisés, une fois le criminel devenu accusé, comme une formidable préparation à l'épreuve du procès.

Pour citer cet article :

Fabien Théofilakis, « Les écrits d'Eichmann en Argentine (1956-1960). Témoignages pour une histoire nationale-socialiste », dans Henry Rouso et Fabien Théofilakis (présenté par), *Eichmann, un accusé hors normes*, Dossier du temps présent, site Internet de l'Institut d'histoire du temps présent, mis en ligne le 06 juin 2011, consulté le XXXXXX

¹⁰ Sur la « politique de l'histoire » à cette époque, voir Norbert Frei, *Vergangenheitspolitik*, München, C.H. Beck, 1997. La commission d'enquête : *Les Affaires étrangères et le passé. Les diplomates allemands dans le III^e Reich et la République fédérale*, a été publiée chez Karl Blessing Verlag, 2010, sous la direction de Eckart Conze, Norbert Frei, Peter Hayes et Moshe Zimmermann



Les écrits d'Eichmann en Israël (1960-1962)

Traces pour une autre histoire du procès

Fabien Théofilakis



Le procès d'Adolf Eichmann fut à maints égards un procès extraordinaire. Cela tient notamment à la personnalité de l'accusé dont l'une des particularités fut, à la différence des hauts responsables nazis jugés par le tribunal militaire international de Nuremberg par exemple, de participer pleinement et volontairement en s'exprimant, par la parole et par l'écrit, tout au long de la procédure. De son arrivée en Israël, le 22 mai 1960, à son exécution le 31 mai 1962, Eichmann rédige ainsi plus de 8 000 pages, créant un nouveau corpus en complément du fonds Argentine, récemment analysé par Bettina Stangneth¹.

Une semaine après son arrivée en Israël, Adolf Eichmann est soumis à un long interrogatoire préliminaire conduit par le commissaire Avner Less, du Bureau 06 chargé de l'enquête. Lors des quatre-vingt-dix entretiens quotidiens, à raison de quatre à cinq séances par semaine qui se déroulent de façon identique, Eichmann répond régulièrement aux questions préparées par les membres de l'équipe de police en fonction des réponses qu'il a fournies précédemment, puis commente les quelque 400 documents qui lui sont présentés et serviront de base à l'accusation. Avner Less, qui conduit l'interrogatoire en allemand, sa langue maternelle, croit avoir gagné à force de patience la confiance d'Eichmann. L'accusé fait preuve, il est vrai, d'une volubilité inattendue, racontant sa vie depuis son enfance, fournissant des informations qui n'auraient pu être obtenues autrement. Il entend, en effet, jouer le rôle que celui qu'il appelle « mon capitaine » (*Herr Hauptmann*) en signe d'une improbable « proximité » professionnelle attend de lui, et utilise l'interrogatoire pour rôder sa stratégie de défense, celle d'un « petit rouage » dans la machine d'extermination nazie : il « dicte quotidiennement » donc sa part de vérité. Surpris devant tant de détails institutionnels et par leur précision historique, délivrés quinze ans après la chute de l'Allemagne hitlérienne par un accusé qui demande des livres pour se rafraîchir la mémoire, Avner Less acquiert rapidement l'impression que ce n'est pas la première fois qu'Eichmann raconte son histoire. Seule l'intervention de son avocat, maître Servatius, informé de l'attitude de son client, interrompt ce climat de coopération – et de manipulations réciproques – entre un policier avide d'informations mais contraint par une procédure qui l'oblige à la prudence dans ses questions, et un accusé étrangement disposé à parler et à s'expliquer. Jusqu'au 2 février 1960, ce sont ainsi près de 275 heures d'enregistrement, soit

¹ Cf. l'ouvrage de Bettina Stangneth, *Eichmann vor Jerusalem. Das unbehelligte Leben eines Massenmörders*, Zürich-Hamburg, Arche Literatur Verlag AG, 2011, 656 p. dont ce même dossier propose un compte rendu.



3564 pages dactylographiées qui seront consciencieusement relues et paraphées une par une par Eichmann qui pensait qu'elles seraient publiées².

Cet ensemble constitue le premier texte important de l'accusé Eichmann écrit en détention, donc dans un contexte où sa marge de manœuvre est limitée, même si son désir de laisser un témoignage pour la postérité semble resté intact depuis son exil argentin. Il sera complété par la transcription – non corrigée – de ses dépositions lors des 121 sessions du procès, entre le 11 avril et le 14 août 1961, qui constitue évidemment un autre élément important de ce corpus israélien, même si ces déclarations ne sont pas du tout de même nature puisqu'inscrites dans la logique de l'échange judiciaire. On peut également classer dans ce premier ensemble les examens psychologiques et psychiatriques auxquels Eichmann est soumis entre le 20 janvier et le 1^{er} mai 1961. Le rapport original n'a cependant pas été publié³.



Adolf Eichmann durant les audiences du procès. Jérusalem, 1961. Coll. Israeli State Archives.

Désormais réduit à l'inactivité outre les rencontres avec Avner Less, Eichmann consacre toute son énergie à élaborer sa ligne de défense, réorientant le projet éditorial initié en Argentine et multipliant manuscrits et versions successives de mémoires dans une véritable frénésie d'écriture autobiographique. Ces écrits, produits avant, pendant et après le procès, constituent le deuxième ensemble du corpus israélien. Parallèlement à l'interrogatoire préliminaire, il rédige ainsi en moyenne quatre-vingts pages manuscrites par jour, notamment une première version de ses Mémoires, *Meine Memoiren*, rédaction qu'il fait commencer – de façon erronée – au 9 mai 1960 (alors qu'il a été capturé le 11 mai) et

² L'exposition au Mémorial de la Shoah montre les différents volumes produits en Israël dont un extrait de l'interrogatoire où Eichmann revient sur son rôle lors de la conférence de Wannsee.

³ Consulter l'article coécrit par l'*examiner* : Shlomo Kulcsár, Shoshanna Kulcsár, Lipot Szondi, « Adolf Eichmann and the Third Reich », in Ralph Slovenko, *Crime, Law and Corrections*, Springfield II, 1966, p. 16-52, cité par Bettina Stangneth, *op. cit.*, p. 635.

achève le 16 juin 1960. Ce manuscrit de 128 pages sera utilisé comme preuve à charge lors du procès⁴.

Une fois le procès commencé, Eichmann livre un autre témoignage relatif à sa fuite, intitulé *Meine Flucht, Bericht aus der Zelle in Jerusalem* (« Ma fuite. Rapport depuis ma cellule à Jérusalem ») qu'il signe et date de mars 1961. Il ne sera pas utilisé comme preuve lors de la procédure⁵. Entre la fin du procès et l'annonce du jugement, Eichmann se met également à rédiger une seconde version de ses mémoires, connues sous le titre *Götzen* (« Idoles ») dans la littérature scientifique, soit 1206 pages dont 676 étaient destinées à la publication. À en croire son avocat, il leur avait donné comme titre de travail « Versailles » ou « Souvenirs pour les générations à venir ». Conçu comme un contre-projet à son opus argentin *Die anderen Sprachen, jetzt will ich sprechen!*, écrit en 1957, il cherche à réduire son rôle dans la « Solution finale » en se présentant comme le spécialiste de l'émigration forcée et de la politique de colonisation, qu'il présente comme déconnectées de la déportation des Juifs vers les camps d'extermination comme s'il avait été étranger à cette évolution, engagée en 1941.

Quoique déçu par le verdict qui le condamne à mort en première instance, Eichmann ne met pas fin à cette intense activité d'écriture. Après le 15 décembre 1961, il rédige encore plusieurs manuscrits, comme *Mein Sein und Tun* (« Mes faits et gestes ») ou *Auch hier im Angesicht des Galgens* (« Ici aussi face à la potence »). Comme l'a noté le psychologue qui a examiné l'accusé dans sa cellule israélienne, la forme préférée d'Eichmann est indubitablement le monologue, genre qui n'admet ni interruption, ni contradiction, au contraire des interventions qu'il fait durant les audiences.

Une troisième catégorie d'écrits se distingue dans ce corpus israélien. Restée à ce jour ignorée des historiens, elle a été découverte dans le cadre des recherches menées pour l'exposition du Mémorial de la Shoah : les notes que ce dernier prend pendant les audiences du procès – comme on le voit très nettement sur les images tournées par Leo Hurwitz –, durant les interruptions de séance, mais aussi dans sa cellule de Ramla pour préparer les sessions à venir. Ces notes attestent une fois de plus de l'implication totale d'Eichmann dans son procès. L'accusé cherche d'abord, bien entendu, à éviter la peine capitale. Mais ces notes attestent également de la façon dont le procès, malgré sa temporalité propre et les contraintes qui obligent à une autre forme de narrativité, s'est intégré dans l'esprit d'Eichmann à une stratégie plus globale et plus ancienne, qu'il s'agit d'adapter en fonction des nouveaux adversaires. La centaine de feuillets, classée dans le fonds Servatius

⁴ Il sera publié sans appareil critique par le quotidien allemand *Stern* comme feuilleton estival du 12 août au 4 septembre 1999.

⁵ Il a été publié par le magazine britannique *People* du 30 avril au 28 mai 1961.



consultable aux archives fédérales allemandes de Coblençe⁶, montre comment ce dernier défi a été relevé par l'*Obersturmbannführer SS* en retraite.

Pour saisir ce qu'apportent de nouveau ces textes, il faut revenir à leur contexte d'élaboration. Contrairement aux papiers d'Argentine, ils ont en effet été rédigés à Jérusalem, alors que l'accusé est en mains ennemies et intègre désormais sa présentation de son rôle dans l'histoire dans sa stratégie de défense. Contrairement aux textes autobiographiques – *Meine Memoiren* et *Götzen* –, voire à l'interrogatoire préliminaire, il s'agit d'une part de textes courts, d'instantanés dictés par l'urgence de la procédure judiciaire. On est loin d'une narration continue choisie librement par l'accusé, caractéristique des autres écrits d'Eichmann. Cela explique sans doute la variété des formats, du petit feuillet à la page A4, ainsi que du soin apporté à leur mise en page : le plus souvent rédigés au stylo à bille, ils peuvent être mis en valeur par des soulignements en couleur quand ils ont préparés à l'avance ou par des ratures et une écriture très expressive lorsqu'ils sont réalisés en séance. D'autre part, c'est sans doute l'un des rares traces écrites née d'une confrontation directe entre le criminel nazi et ses accusateurs et ses victimes, d'où la tension nettement visible notamment dans la calligraphie de certaines notes.

L'un des intérêts de ces documents réside dans ce qu'ils nous disent de la position de l'accusé : Eichmann qui n'est jamais sorti du nazisme, c'est-à-dire d'une idéologie et d'une pratique du pouvoir qui se pensaient au-dessus des lois, au-dessus du droit, inapte à penser la confrontation avec l'adversaire autrement qu'en termes d'affrontement à mort, se retrouve dans une position insolite et inconfortable, devant une justice qui lui demande de répondre de ses actes face à ses victimes. Il va devoir trouver une nouvelle argumentation pour livrer cette nouvelle et ultime bataille de la guerre totale qu'il continue à mener contre « le Juif ». On peut émettre l'hypothèse – sous réserve d'un examen approfondi de l'ensemble de ces textes – que ces carnets permettent de comprendre la transition entre l'Adolf Eichmann des entretiens Sassen de 1957, revendiquant comme une œuvre inachevée la mort de six millions de Juifs européens, et l'homme à la cage de verre de 1961 qui se présente comme un « bureaucrate prudent » dont il a revêtu consciencieusement l'uniforme – le costume et la cravate passe-partout qu'il porte en permanence, les dossiers dont il ne se sépare pas, les notes qu'il prend en suivant avec attention ce qui se passe autour de lui.

Ces écrits de circonstance assument, en l'état de notre connaissance du document, une triple fonction. Ils jouent tout d'abord un rôle tactique et participent à l'élaboration de la ligne de défense de l'accusé. Beaucoup d'entre elles sont destinées à son avocat et cherchent à corriger les dépositions des témoins ou les affirmations du procureur général, ou encore à combler les lacunes de la documentation. L'origine de ces notes est en partie due à la demande formulée auprès d'Eichmann par Robert Servatius lui-même : suppléer la faiblesse

⁶ *Bundesarchiv*, Coblençe, All Proz. 6. Il a été constitué en 1979 par l'achat à l'avocat de ses documents relatifs au procès. Une grande partie d'entre eux se trouve en copie dans les archives israéliennes.



de la défense alors que ce dernier est seul puisque son assistant, Dieter Wechtenbruch, est reparti en Europe pour recueillir les dépositions des témoins à décharge, tous anciens nazis. Eichmann devient en sorte l'assistant de son propre avocat. Ces notes préparatoires servent



Maître Robert Servatius (à droite), avocat d'Adolf Eichmann, et son assistant Dieter Wechtenbruch, conversant lors du procès. Jérusalem, 1961. Coll. Israeli State Archives.

aussi d'examen critique des pièces utilisées par l'accusation. Les précisions qu'Eichmann couche sur ces carnets afin que ses propos à l'audience soient interprétés correctement dévoilent encore une fois l'implication complète de l'accusé dans son procès, tout comme elles montrent comment il a pu réutiliser à Jérusalem les connaissances « historiques » accumulées à Buenos Aires.

Ces notes révèlent ensuite comment Eichmann se prépare à témoigner lui-même, à partir du 29 juin 1961, selon la procédure accusatoire et alors qu'il a plaidé « non coupable dans le sens de l'accusation ». Son but est alors d'opposer aux preuves de

l'accusation une « contextualisation » des faits tels qu'il les a vécus de l'intérieur. Du coup, excepté les témoins, c'est le seul *insider* du procès : ni les juges, ni les procureurs, ni même l'avocat Servatius, officier pendant la Seconde Guerre mondiale, n'ont connu la Shoah. Malgré les nombreux mensonges et arrangements avec la vérité, Eichmann contribue ainsi à rendre crédible la dimension contradictoire du procès : il a pu parler et se défendre dans une confrontation directe avec ses accusateurs. Ces notes peuvent donc également se lire comme une ultime mise en scène du rôle dans l'histoire de la Shoah que l'accusé veut laisser de lui-même.

Enfin, pour l'historien qui travaille avec le recul, certains de ces carnets permettent de mieux comprendre l'évolution d'Eichmann entre l'Argentine et Israël, entre la fin de la guerre et le début des années 1960. En donnant une vision du procès depuis les coulisses de la défense – ces notes n'étaient pas destinées à être publiées –, ils permettent de mieux suivre le double jeu, le double langage d'Eichmann comme lorsqu'il commente les témoins et peut-être de mieux comprendre sa stratégie de défense comme ses relations avec son avocat, sachant que cette stratégie a commencé à être mise au point dès le milieu des années 1950 et non pas seulement à Jérusalem, un élément jusqu'à présent sous-estimé.

Pour être complet sur le corpus israélien, les archives du procès Eichmann contiennent également toute une série d'écrits de nature diverse – commentaires, dactylographiés ou

manuscripts, concernant les entretiens Sassen et leur publication dans *Life*, correspondance privée, courriers administratifs réglant la succession d'Eichmann, réponses manuscrites au questionnaire de *Paris Match*⁷ – qui montrent un homme soucieux jusqu'au bout de l'image publique qu'il laissera, un point essentiel souvent oblitéré par le débat sur sa prétendue insignifiance. Les écrits d'Adolf Eichmann en Israël (1960-1962) constituent donc un corpus encore sous-exploité compte tenu de sa richesse et de sa diversité. L'étude exhaustive des carnets de note que nous avons commencée devrait permettre d'en préciser la spécificité dans l'ensemble des productions d'Eichmann et l'apport dans la stratégie de défense de celui qui prenait autant de plaisir à manier les mots qu'à manipuler les individus.

Pour citer ce texte :

Fabien Théofilakis, « Les écrits d'Eichmann en Israël (1960-1962). Traces pour une autre histoire du procès », dans Henry Roussio et Fabien Théofilakis (présenté par), *Eichmann, un accusé hors normes*, Dossier du temps présent, site Internet de l'Institut d'histoire du temps présent, mis en ligne le 06 juin 2011, consulté le XXXXXX

⁷ L'interview réalisée fin mai 1962 par questionnaire porte aussi bien sur le quotidien et l'état d'esprit du condamné que sur son sentiment de culpabilité et son appréciation quant au déroulement du procès.



Sites Internet

L'exposition du Mémorial de la Shoah à Paris :

<http://juger-eichmann.memorialdelashoah.org/>

L'intégralité de la transcription du procès :

<http://www.nizkor.org/hweb/people/e/eichmann-adolf/transcripts/>

Documents et procès filmé :

http://www.archives.gov.il/ArchiveGov_eng

Le témoignage du procureur adjoint Gabriel Bach (2006) :

http://www.eichmannprosecutorinterview.org/part_one.html

Les archives de l'INA :

<http://www.ina.fr/recherche/recherche?search=eichmann&vue=Video>

Les archives déclassifiées de la CIA :

<http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB150/index.htm>

Adolf Eichmann, une biographie succincte :

http://www.bbc.co.uk/history/worldwars/genocide/eichmann_01.shtml

